



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAL DE MARNE

ISSN 0980-7683

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

RECUEIL

Du 7 septembre 2021

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Du 7 septembre 2021

SOMMAIRE

SERVICES DE LA PRÉFECTURE

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUE PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL**

Arrêté	Date	INTITULÉ	Page
2021/sans numéro	07/09/2021	Commission Départementale d'Aménagement Commercial Réunion du 13 octobre 2021 à 15 heures ORDRE DU JOUR	4
2021/3219	07/09/2021	Fixant la composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial appelée à statuer sur une demande d'autorisation d'exploitation commerciale pour la création d'un ensemble commercial de 2537,84 m ² sur la commune de Vitry-sur-Seine	5

AUTRES SERVICES DE L'ÉTAT

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Arrêté	Date	INTITULÉ	Page
2021/57	06/09/2021	PORTANT AUTORISATION DE CAPTURE ET DE TRANSPORT DE POISSONS A DES FINS SCIENTIFIQUES	9



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial – BCIIT

Commission Départementale d'Aménagement Commercial

Réunion du 13 octobre 2021 à 15 heures

ORDRE DU JOUR

Création d'un ensemble commercial de 2 537,84 m² sur la commune de Vitry-sur-Seine.

Cet ordre du jour sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Val de Marne.

**Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale**

Mireille LARREDE



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial - BCIIT**

ARRETE N° 2021/03219

Fixant la composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
appelée à statuer sur une demande d'autorisation d'exploitation commerciale
pour la création d'un ensemble commercial de 2537,84 m²
sur la commune de Vitry-sur-Seine

**La Préfète du Val-de-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de commerce ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code général des collectivités territoriales article L 2122-17 ;

VU la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;

VU le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

VU le décret du n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'exploitation commerciale ;

VU le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie THIBAUT en qualité de Préfète du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021 / 656 du 1^{er} mars 2021 portant délégation de signature à Madame Mireille LARREDE, Secrétaire Générale de la préfecture du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021/1768 du 25 mai 2021 désignant les membres de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Val-de-Marne ;

VU la demande d'avis valant autorisation d'exploitation commerciale pour la création d'un ensemble commercial de 2537,84 m² de surface de vente situé au sein de la ZAC Gare Ardoines, sur le territoire de la commune de Vitry-sur-Seine, déposée par la société LINKCITY ÎLE-DE-FRANCE, enregistrée complète dans mes services le 23 août 2021 sous le n° 2021/03.

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : la Commission Départementale d'Aménagement Commercial présidée par le Préfet ou son représentant est constituée comme suit :

1°) Six élus locaux :

a) Le Maire de la commune d'implantation ou son représentant :

- Monsieur le Maire de Vitry-sur-Seine ou son représentant.

b) Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation, ou son représentant :

- Monsieur le Président de la Métropole du Grand Paris ou son représentant.

c) Le Président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L 122-4 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la commune d'implantation ou son représentant, ou à défaut, le Maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du Conseil départemental :

- Monsieur le Président de la Métropole du Grand Paris ou son représentant.

d) Le Président du Conseil Départemental ou son représentant ;

e) La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France ou son représentant ;

f) Un membre représentant les Maires au niveau départemental :

- M. Julien WEIL, Maire de Saint-Mandé ;
ou à défaut ;
- Madame Stéphanie DAUMIN, Maire de Chevilly-Larue ;
ou à défaut ;
- M. Jean- Raphaël SESSA, Adjoint au Maire de La Queue-en-Brie

2°) Quatre personnalités qualifiées dont :

a) Deux représentant la consommation et la protection des consommateurs :

- Mme Uranda SCHIRMANN, membre de l'Union Départementale des Associations Familiales ;
- M. Jean BILLAUDAZ, membre de l'Union Départementale des Associations Familiales, nommé le 16 septembre 2019;
- M. Raphaël SOUILMI, membre de l'Union Départementale des Associations Familiales, nommé le 16 septembre 2019 ;
- M. Alain GAULON, Président de la Confédération Nationale de Logement, nommé le 16 septembre 2019 ;
- M. Marc BONNET, Président de l'association Force Ouvrière des Consommateurs, nommé le 16 septembre 2019 ;

- Mme Monique LUTTRINGER, membre de l'association de la Consommation, Logement et Cadre de vie,
- Mme Joëlle GRILLE, membre de l'association de la Consommation, Logement et Cadre de vie,

b) Deux, représentant le développement durable et l'aménagement du territoire :

- Madame Laetitia GRIGY, Directrice du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement ;
ou à défaut ;
- Monsieur Richard WISSLER, membre du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement ;
ou à défaut ;
- Madame Nicole SOILLY, retraitée de la Poste ;
ou à défaut ;
- Madame Brigitte BOURDONCLE, retraitée de la ville de Paris ;
ou à défaut ;
- Madame Elyane TORRENT, retraitée de la Poste ;
ou à défaut ;
- Monsieur Daniel TRICOIRE, retraité de l'EDF.

3°) Trois personnalités qualifiées représentant le tissu économique :

a) Une désignée par la chambre de commerce et d'industrie :

- Monsieur Joey LARHANT, Chargé d'études ;
ou à défaut ;
- Madame Khadija LAHLOU, Vice-présidente ;
ou à défaut ;

b) Une désignée par la chambre de métiers et de l'artisanat :

- Monsieur Patrick BONNET, Chargé de développement territorial

c) Une désignée par la chambre de l'agriculture :

Sans prendre part au vote, les personnalités désignées par la chambre du commerce et d'industrie et la chambre de métiers et de l'artisanat présentent la situation du tissu économique dans la zone de chalandise pertinente et l'impact du projet sur ce tissu économique.

La personne désignée par la chambre d'agriculture présente l'avis de cette dernière lorsque le projet d'implantation commerciale consomme des terres agricoles.

Article 2 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Val-de-Marne ;
- d'un recours hiérarchique auprès du secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC) - Bureau de l'aménagement commercial - Direction générale des entreprises - Ministère de l'économie et des Finances - 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS Cedex 13 ;

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun.

Article 3 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission ainsi qu'au Directeur de l'unité territoriale de l'équipement et de l'aménagement du Val de Marne.

Créteil, le 7 septembre 2021

**Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale**

SIGNE

Mireille LARREDE



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021/DRIEAT/SPPE/057
PORTANT AUTORISATION DE CAPTURE ET DE TRANSPORT DE POISSONS
A DES FINS SCIENTIFIQUES**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 432-10, L. 436-9, R. 432-5 à R. 432-11 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.226-1 à L.226-9 ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 1985 fixant la liste des espèces de poissons, de crustacés et de grenouilles représentées dans les eaux visées à l'article 413 du code rural ;

VU les arrêtés ministériels des 2 février 1989 et 17 mars 1993 relatifs à l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;

VU l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2013 modifié fixant en application de l'article R. 432-6 du code de l'environnement la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L. 432-10 et à l'article L. 436-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 août 2014 fixant le règlement particulier de la police de la navigation de la Seine et ses affluents ;

VU l'arrêté ministériel du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020/628 du 28 février 2020 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020/628 du 28 février 2020 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile de France ;

VU la décision DRIEAT IdF n° 2021-0010 du 07 avril 2021 portant subdélégation aux agents de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France ;

VU la demande présentée le 02 septembre 2021 par la société CHAMPALBERT Expertises située à Bourgoin-Jallieu (Isère) ;

VU l'avis réputé favorable du président de l'association agréée interdépartemental des pêcheurs professionnel en eau douce des bassins de Seine et du Nord ;

VU l'avis favorable du président de la fédération de Paris, Hauts de Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 6 septembre 2021 ;

VU l'avis réputé favorable de la directrice régionale de l'office français de la biodiversité (OFB) ;

VU l'avis favorable du directeur territorial bassin de la Seine de l'établissement public Voies navigables de France suite aux échanges en date du 2 septembre 2021 ;

VU l'avis réputé favorable de la directrice générale de Ports de Paris ;

CONSIDERANT que pour ces mêmes compensations et travaux, les différents services ont été consultés dans le cadre du dossier Loi sur l'eau pour une autorisation préfectorale autorisant les travaux nécessaires à la réfection et l'entretien du quai des Gondoles à Choisy-le-Roi ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des captures de poissons à des fins scientifiques et de surveillance de la population piscicole présente dans le milieu ;

SUR proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

La société CHAMPALBERT Expertises, désignée ci-après « le bénéficiaire de l'autorisation », représentée par son gérant, dont le siège est situé 10 rue du Verger – 38300 Bourgoin-Jallieu, est autorisée à capturer et transporter toute espèce de poissons et d'écrevisses à des fins scientifiques dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles ci-dessous.

Article 2 : Responsable de l'exécution matérielle des opérations

Les personnes nommées ci-dessous sont désignées en qualité de responsables des conditions d'exécution des opérations :

- Monsieur Eric CHAMPALBERT, gérant,
- Monsieur Alex AYMONIER,
- Madame Maria CHAMPALBERT.

Elles seront assistées par les personnes désignées ci-après :

- Monsieur Victor LORIOT,
- Monsieur Nathan LESSUEUR,
- Monsieur Benjamin GALAMAND.

L'identité des personnes présentes sur les chantiers de prélèvement sera communiquée lors de la déclaration préalable d'opération visée à l'article 8.

Article 3 : Objet de l'autorisation et lieux de capture

La présente autorisation est accordée au demandeur pour qu'il puisse réaliser la capture, l'identification, le dénombrement et le déplacement des individus des espèces piscicoles et astacicoles à des fins scientifiques afin d'établir un état initial en vue d'un suivi piscicole pluriannuel au niveau de la frayère compensatoire de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne).

Les secteurs de prélèvement sont annexés à la demande présentée. Ils concernent la Seine au niveau du quai des Gondoles et sont situés sur la commune de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne).

Article 4 : Validité

La présente autorisation est valable du 07 au 13 septembre 2021.

Article 5 : Moyens de capture autorisés

Pour réaliser les opérations de capture au titre de la présente autorisation le responsable ainsi que l'ensemble des personnes désignées à l'article 2 sont autorisées à utiliser les moyens de pêche suivants :

-
- matériel de type FEG 8000 (EFKO) muni d'anodes ;
- matériel de pêche électrique léger de type FEG 1500 (EFKO), appareil portatif, si les circonstances le permettent,
- filet si cela s'avère nécessaire dont la taille de maille est normée.

Les individus seront rabattus, puis attrapés à l'épuisette préalablement désinfectée.

Les prospections se feront, soit à pied sur le site constitué partiellement d'enrochement et en cas de besoin à partir d'une barque aluminium AD300 (dite insubmersible) de 3 m équipée d'un moteur électrique en continu le long des berges.

Afin d'éviter la propagation d'agents pathogènes et contamination du milieu, le matériel utilisé est désinfecté (les épuisettes, anodes, bateau, bottes, cuissardes, waders, seaux, bassines, balances...). Cette désinfection devra se faire à chaque changement de site de capture.

Les opérateurs sont tenus de respecter les conditions fixées par les arrêtés ministériels susvisés. Les procédés utilisant l'électricité devront se faire obligatoirement avec l'assistance de personnes qualifiées.

La méthode d'échantillonnage ponctuel d'abondance (EPA) selon les normes EN 14011, EN 14962 et XP T90-383 sera utilisée.

Pour limiter la mortalité d'individus juvéniles la conductivité de l'eau devra être mesurée avant le démarrage de l'opération et le matériel générateur réglé en conséquence.

Avant le commencement de l'opération, le bénéficiaire s'assura au préalable de la température et des conditions hydrologiques du milieu aquatique. En cas de température trop élevée ou de conditions hydrologiques exceptionnelles (étiage ou crue), l'opération devra être reportée ou

suspendue. Le bénéficiaire en avertira dans ce cas les personnes désignées à l'article 8 du présent arrêté.

Article 6 : Espèces capturées et destination

Les individus de toutes les espèces de poissons et d'écrevisses quels que soient leurs stades de développement sont susceptibles d'être capturés.

S'agissant de leur destination :

- les poissons mentionnés à l'article R.432-5 du code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 14 février 2018 devront être détruits sur place et non livrés vivants ;
- les poissons destinés aux analyses ou observations scientifiques une fois identifiés et dénombrés seront remis à l'eau sur la zone de capture ;
- les poissons morts au cours de la pêche ou présentant un risque sanitaire de contamination seront remis au détenteur du droit de pêche.

Les spécimens devant être détruits seront euthanasiés conformément aux dispositions des articles L.226-1 à L.226-9 du code rural et de la pêche maritime.

Le bénéficiaire s'assurera, en cas de forte chaleur, du bien-être du poisson capturé (eaux fraîches et suffisamment oxygénées) avant sa remise à l'eau.

La quantité de poissons capturés et sa destination seront détaillées dans les différents comptes rendus de pêche prévus à l'article 9 du présent arrêté.

Comme indiqué à l'article L.432-10 du code de l'environnement, l'introduction d'espèces non listées dans l'arrêté en vigueur du ministre chargé de la pêche en eau douce est interdite. Ceci concerne notamment mais pas exclusivement le *Pseudorasbora parva*, l'écrevisse *Procambarus clarkii*, les écrevisses américaines (*Orconectes limosus* et *Pacifastacus leniusculus*) ainsi que leurs œufs. Seules les espèces autochtones peuvent être réintroduites (*Astacus astacus*, *Austropotamobius pallipes*, *Austropotamobius torrentium*, *Astacus leptodactylus*, ...).

Article 7 : Accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche

Le bénéficiaire de l'autorisation ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche (particuliers et/ou associations de pêche).

Aucune opération de capture n'est engagée sans ces autorisations.

Article 8 : Déclaration préalable

Deux (2) semaines au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite ou un courrier électronique précisant le programme, les lieux, les dates et heures indicatives d'intervention pour chaque zone, les moyens de capture effectivement mis en œuvre et la destination des poissons et écrevisses capturés :

- à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France – Service politiques et police de l'eau (umsa.dile.sppe.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr);
- à la direction régionale de l'office français de la biodiversité (dr.iledefrance@ofb.gouv.fr) ;
- à la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique (peche.yvelines@wanadoo.fr);

- à l'association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels en eau douce des bassins de la Seine et du Nord (dbertolo@free.fr);
- à l'établissement public Voies navigables de France (uti.seineamont@vnf.fr).
- aux détenteurs du droit de pêche.

Article 9 : Compte-rendu d'exécution

Dans le délai deux (2) mois après l'exécution de chaque opération, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'adresser un compte-rendu aux organismes visés à l'article 8 du présent arrêté et contenant les informations suivantes :

- **Description des conditions du milieu**
 - la mesure de la conductivité, température, conditions hydrologiques et turbidité ;
 - la localisation de la pêche et la localisation de la remise à l'eau ;
 - le type de faciès (courant, plat, profond, annexe, bras mort...);
 - la position (berge ou chenal).
- **Description de l'échantillonnage**
 - la date d'intervention ;
 - liste des opérateurs ;
 - le maillage du filet (si employé) ;
 - les longueurs prospectées ;
 - la largeur moyenne en eau ;
 - la profondeur moyenne ;
 - le protocole de pêche (nombre de points représentatifs et complémentaires et leurs caractéristiques) ;
 - la durée de pêche , en cas de pêche complète ;
 - leur répartition régulière en cas d'une pêche partielle.
- **Résultat de la capture**
 - l'identification et le dénombrement des espèces de poisson capturé et leur destination ;
 - la composition des poissons capturés (abondance, taille et structure en âge) ;
 - le nombre d'individus morts au cours de l'opération ou d'individus présentant des pathologies contagieuses ;
 - une justification des raisons de la mortalité des individus.

Les incidents qui pourraient survenir à l'occasion de ces pêches devront être déclarés sans délai à l'autorité chargée de la police de la pêche.

Article 10 : Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 11 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est incessible. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité, si le bénéficiaire de l'autorisation n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui précèdent.

Article 12 : Réserve et droit des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir les autorisations nécessaires au titre d'autres réglementations, notamment en matière de navigation, d'occupation du domaine public fluvial et de protection des espèces protégées.

Il devra respecter le règlement général de police de la navigation intérieure ainsi que tous les règlements particuliers de police applicables au secteur concerné.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit obtenir l'accord de l'établissement public Voies navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial. Si les interventions nécessitent le passage de véhicules sur les servitudes de halage, une demande spécifique devra leur être adressée à l'autorité compétente. Les traversées du chenal de navigation par l'embarcation motorisée sont effectuées dans les endroits où la visibilité de l'embarcation par les navigants est assurée.

Article 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Val-de-Marne ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère chargé de l'écologie.

L'absence de réponse dans un délai de deux (2) mois constitue un rejet tacite du recours.

Le présent arrêté, ainsi que les décisions de rejet de recours gracieux et hiérarchiques, peuvent être déférés dans un délai de deux (2) mois auprès du tribunal administratif de Melun, 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

Ce recours peut être déposé auprès de cette juridiction administrative par voie postale, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application <https://www.telerecours.fr/>.

Article 15 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Une copie du présent arrêté sera transmise au maire de la commune de Choisy-le-Roi pour affichage durant toute la durée de validité de l'autorisation.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France et la directrice régionale de l'office français de la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

En complément des dispositions de l'article 15, une copie sera adressée à :

- M. le chef de l'unité territoriale d'itinéraire Seine Amont de Voies Navigables de France,
-

- M. le président de la fédération de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- M. le président de l'association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels en eau douce des bassins de Seine et du Nord.

Fait à Paris, le 06 septembre 2021

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice empêchée,

La cheffe de l'unité Marne – Seine Amont

Signé

Chloé CANUEL

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE**

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

**Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
Direction des Ressources Humaines
et des Moyens**

**21-29 avenue du général de Gaulle
94038 CRETEIL Cedex**

Les actes originaux sont consultables en préfecture

Le Directeur de la Publication

Madame Mireille LARREDE

Secrétaire Générale de la Préfecture du Val-de-Marne

**Impression : service reprographie de la Préfecture
Publication Bi-Mensuelle**

Numéro commission paritaire 1192 AD